

Burundi : 17 partis d'opposition menacent de boycotter les élections

@rib News, 12/06/2015 - Source AFP Dix-sept formations burundaises opposées à un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza ont menacé vendredi de ne pas participer aux législatives du 29 juin et à la présidentielle du 15 juillet si le calendrier était maintenu et si le pouvoir refusait de reprendre le dialogue. « Si les élections se déroulent dans les conditions que veut imposer le pouvoir de Nkurunziza, on ne peut pas participer car ce seront des élections organisées en toute illégalité, qui n'auront aucune légitimité », a déclaré Jâcrâmie Minani, un porte-parole de cette plateforme politique.

« Nous demandons à la communauté internationale de les rejeter et d'isoler toute institution issue de (telles) élections », a-t-il ajouté. « Les résultats ainsi que les institutions qui sont issues de ces élections n'engageront pas l'opposition politique, n'auront aucune légitimité constitutionnelle et ouvriront la voie au chaos », a-t-il affirmé. Selon Minani, ces 17 partis et organisations politiques de l'opposition ont écrit une lettre au président (tanzanien) Jakaya Kikwete, président en exercice de l'EAC (Communauté est-africaine), pour constater le refus du dialogue par le gouvernement. Elles y dénoncent un calendrier électoral fixé unilatéralement, la décision du président Nkurunziza de modifier les règles de délimitation de la CnI (Commission électorale nationale indépendante), toujours unilatéralement et le refus des autorités de discuter de la question du troisième mandat, ce qui signifie que le gouvernement se retire ipso facto du dialogue politique, a-t-il expliqué. Parmi ces 17 signataires figurent les poids lourds de l'opposition Agathon Rwasa - chef historique de l'ex-rébellion des FNL et principal opposant à M. Nkurunziza - et Charles Nditije, ex-président du principal parti tutsi Uprona, tous deux vaincus de la direction de leur parti, selon eux par des manœuvres du pouvoir. La candidature de M. Nkurunziza a déclenché depuis le 26 avril un mouvement de contestation, marqué de violences qui ont fait une quarantaine de morts. M. Nkurunziza a reporté au 29 juin les législatives et communales et au 15 juillet la présidentielle (initialement prévue le 26 juin), un calendrier rejeté par ses adversaires qui affirment qu'il a été pris sans concertation. Il a également modifié par décret le fonctionnement de la CnI, après la démission de deux de ses cinq membres, qui ont fui le pays. Un collectif d'associations burundaises a par ailleurs réclamé dans une lettre aux chefs d'Etat de l'EAC, publiée vendredi, la tenue d'un nouveau sommet pour faire cesser le forcing électoral de M. Nkurunziza et le faire renoncer à sa candidature. Sept organisations du collectif Halte au 3e mandat y dénoncent un nouveau calendrier fixé sans consulter les parties prenantes ni se soucier du respect des conclusions du sommet des chefs d'Etat de l'EAC, qui avait réclamé le 31 mai un report des élections pas inférieur à un mois et demi. La crise burundaise actuelle est une menace réelle pour la paix et la sécurité de toute la région, poursuivent-elles, appelant l'EAC à prendre des mesures concrètes et urgentes. Selon ces organisations, un nouveau sommet devrait décider l'envoi d'une force militaire d'intervention pour sécuriser la population et désarmer (...) la milice Imbonerakure, la ligue de jeunesse du parti présidentiel, accusée d'exactions. Il devrait aussi amener le gouvernement burundais à surseoir aux élections jusqu'au désarmement des Imbonerakure, à la mise en place d'une nouvelle commission électorale et à une concertation, et le forcer à respecter le délai minimal d'un mois et demi. Quelques petits groupes, rapidement dispersés par la police, ont manifesté vendredi dans plusieurs quartiers de Bujumbura, et des barricades signalées dans deux localités de province. Dans la localité de Jenda (Bujumbura rural), la distribution des cartes d'électeurs a été perturbée par des manifestants.